

## Enseignement/Recherche

# UN CARNAVAL RÉPUBLICAIN POUR L'ÉCOLE PUBLIQUE DEVANT L'INSPECTION ACADÉMIQUE DU PAS-DE-CALAIS

A l'appel du Comité citoyen pour l'école publique Artois-Gohelle, un carnaval républicain a rassemblé près de 400 personnes devant le siège de l'Inspection académique d'Arras mercredi après-midi. Arrêt des suppressions de postes dans l'ensemble des établissements scolaires (écoles, collèges et lycées), maintien et développement de l'accueil des 2-3 ans en maternelle, création de postes d'enseignants supplémentaires, maintien et renforcement des RASED..., les revendications du Comité ont été portées par une délégation auprès de l'Inspecteur d'académie.

**L**A colère et la détermination ne cessent de grandir chez les parents d'élève, les enseignants et les élus mobilisés dans le cadre du Comité citoyen pour l'école publique Artois-Gohelle. Suite à leurs diverses initiatives locales, déguisés ou non pour l'occasion, ils étaient près de 400 personnes à s'être rassemblés en un carnaval revendicatif, ce mercredi de 14h 30 à 15h 30, devant l'Inspection académique d'Arras.

### La colère et la détermination ne cessent de grandir chez les parents d'élève, les enseignants et les élus mobilisés

Venus pour la plupart du bassin minier, d'Avion, de Lens, de Liévin, de Noyelle-sous-Lens, d'Houdain, de Vermelles, d'Angres... les manifestants arboraient banderoles et pancartes qui disaient haut et fort leur état d'esprit et leurs revendications : «Non à la fermeture des classes», «Touche

pas à mon école», «Touche pas à mon poste», «L'éducation est une priorité nationale», «Elèves moins éduqués, élèves en danger», «La maternelle, pas à la poubelle», «Nos enfants ne sont pas des numéros», «Rased en colère»...

### «L'éducation est une priorité nationale»

Avant la réception d'une délégation par l'Inspecteur d'académie, une représentante de parents d'élèves et une représentante des enseignants sont intervenues tour à tour devant le siège de l'institution. Cette dernière a lu la lettre des enseignants du Comité citoyen l'école publique Artois-Gohelle adressée au ministre de l'Education nationale et remise à l'Inspecteur d'académie (voir ci-dessous). Un appel à une grève académique des professeurs et à une large manifestation programmée à Lens le lundi 16 février 2009 a été lancé.

Jérôme Skalski



## «NOUS VOULONS UNE ÉCOLE JUSTE, UNE ÉCOLE POUR TOUS»

Extraits du texte de la lettre adressée au ministre de l'Education Nationale et à l'Inspecteur d'Académie du Pas-de-Calais par les enseignants du Comité citoyen pour l'école publique Artois-Gohelle, avec le soutien des parents, des élus, et du collectif RASED62.

«**N**OUS, enseignants associés aux parents, et aux élus du Comité Citoyen créé en Décembre 2008 et regroupant de nombreuses communes du bassin minier, voulons par cette lettre vous faire part de notre indignation et de notre refus des mesures budgétaires qui vont une nouvelle fois encore amputer nos écoles des postes d'enseignants, de remplaçants, de BD REP, et nouveauté pour 2009, des enseignants spécialisés de RASED.

Dans nos secteurs, particulièrement touchés par la précarité de l'emploi, par des conditions socioculturelles de plus en plus difficiles pour les familles, ces fermetures de classes, ces suppressions de moyens supplémentaires, ce démantèlement du dispositif-ressource au service des élèves les plus en difficulté, le RASED, est sans équivoque un abandon des élèves les plus fragiles dont nous avons quotidiennement la charge et l'éducation. C'est intolérable, et nous nous y opposons avec force.

Ce n'est pas cette Ecole que nous voulons et pour laquelle nous nous sommes engagés. Nous nous sommes engagés dans une école publique, gratuite, laïque, républicaine, ouverte à tous et pour la réussite de tous les élèves. Il semble que les principes d'égalité des chances et de droit à

l'école soient complètement remis en cause aujourd'hui par les mesures engagées, d'autant que contrairement à ce que vous dites (France Inter samedi 7 février 2009), Monsieur le Ministre, nous ne croyons pas au «déterminisme social».

Anéantir les RASED et par là même, abandonner les élèves en échec scolaire, est une attaque grave aux fondements de l'Ecole de la République. Les parents d'élèves ne s'y trompent pas, et manifestent, de plus en plus nombreux chaque jour, leur colère face à cette politique comptable, néfaste pour leurs enfants. Les enseignants et les élus les soutiennent. Les parents ne sont pas non plus dupes, des discours enrobés qui leur vantent les mérites de l'aide personnalisée mise en place depuis la rentrée et conduite, dans la précipitation, en dépit du respect des rythmes biologiques de leurs enfants, et souvent dans une incohérence pédagogique remarquable. Aucune évaluation fiable ne peut d'ailleurs à ce jour en mesurer les effets. Ils ont bien perçu que l'aide personnalisée, adaptée pour certains élèves ayant besoin d'un léger coup de pouce, montre chaque jour ses limites pour les élèves en échec scolaire. Ils voient bien venir cet abandon des enfants les plus fragiles. Les enseignants s'associent à leur colère pour le dénoncer.

A ce jour, les annonces de suppressions de postes E et G considérés comme «vacants», à hauteur de 57 postes dans notre département, vont amputer les RASED de Circonscriptions dans des secteurs RRS et RAR qui non seulement souffrent de manque important de personnels spécialisés et qui de plus sont des secteurs les plus touchés par la fragilité des élèves scolarisés et les plus malmenés économiquement. C'est à une relance des formations CAPASH E et G que nous appelons pour enfin nommer des personnels spécialisés sur ces postes qui ne doivent pas être fermés. Les parents ne s'y trompent pas : ils sont confrontés, chacun à leur tour, aux fermetures de classes dans leurs écoles, qui surchargent les classes, remettent en cause toute l'organisation d'une école, déstabilisent les équipes pédagogiques, en empêchant une stabilité des enseignants, et en multipliant les classes à cours doubles. Les enseignants s'associent à leur colère pour le dénoncer.

Les parents ne s'y trompent pas : ils ont bien compris que leurs enfants de 2 à 3 ans ne seront plus accueillis à l'école maternelle, alors même que cet accueil avait été mis en œuvre pour favoriser dans nos secteurs la socialisation, le vivre ensemble, pour améliorer et accompagner le développe-

ment de la langue orale, facteur essentiel de la réussite scolaire. Les enseignants s'associent à leur colère pour le dénoncer.

Ils appellent à la mise en place d'une formation continue spécifique pour la scolarisation des tout-petits et à la réduction des effectifs de ces classes afin d'optimiser la qualité de leur accueil.

Les parents ne s'y trompent pas : ils sont exaspérés par les absences d'enseignants non remplacées, ou sans aucune cohérence pédagogique, mais ils savent bien qu'il y aura encore moins de remplaçants qualifiés à la rentrée prochaine au profit de vacataires non formés.

Les enseignants s'associent à leur colère pour le dénoncer.

La liste du démantèlement de notre

école publique est encore longue : EPEP, IUFM, Associations Laïques...

Alors vous l'aurez compris, Monsieur le Ministre, Monsieur l'Inspecteur d'Académie : nous voulons une école juste, une école pour Tous, une école qui sache instruire et accompagner les élèves quelles que soient leurs capacités d'adaptation et/ou d'apprentissage, pour former les citoyens de demain, une école responsable qui sache se donner les moyens d'aider les élèves les plus fragiles.

Nous ne pouvons accepter les suppressions de postes d'enseignants, spécialisés ou non. Nous ne pouvons accepter des mesures qui vont à l'encontre des besoins des enfants. Nous ne pouvons accepter que l'école de demain se décide sans la participation de ses principaux acteurs.»

### APPEL À UNE JOURNÉE NATIONALE DE MANIFESTATIONS POUR LA "CONVERGENCE DES REVENDICATIONS DE LA MATERNELLE À L'ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR"

**L**A coordination nationale des universités réunie mercredi à Paris-VIII, à Saint-Denis (Seine-Saint-Denis), a appelé à une journée nationale de manifestations dans toute la France le 19 février et les enseignants des premier et second degrés à rejoindre le mouvement des enseignants-chercheurs. Dans trois motions adoptées mercredi, la coordination a appelé à une journée nationale de manifestations le jeudi 19 février dans toute la France, ainsi qu'à «la convergence des revendications de la maternelle à l'enseignement supérieur». A cet égard, elle a invité «les enseignants du premier et second degrés et leurs organisations syndicales à rejoindre le mouvement» des enseignants-chercheurs. En outre, elle a proposé l'«organisation d'une manifestation nationale réunissant l'ensemble du personnel éducatif à une date proche». Celle-ci sera décidée dans les «prochains jours», a déclaré Bruno Clément, professeur à l'université Paris VIII.

La coordination a appelé également l'ensemble des universités et laboratoires à rejoindre le mouvement de grève, lancé par elle le 2 février, constatant que le gouvernement n'a toujours pas retiré les deux principales réformes controversées, celle concernant le statut des enseignants-chercheurs et celle de la formation et du recrutement des professeurs des écoles, collèges et lycées.. En attendant, le mardi 17 février sera une journée massive d'informations, avec notamment des distributions de tracts dans les gares, au niveau national. La coordination a aussi dénoncé «la série de réformes» que les ministères de l'Education et de l'Enseignement supérieur ont engagées «à la hussarde», citant, entre autres, la loi LRU sur l'autonomie des universités, le Pacte de la recherche, «la transformation des organismes de recherche en agences de moyens». Elle a demandé «en urgence que la communauté universitaire et le monde de la recherche soient consultés sur une nouvelle loi». La coordination, qui se réunissait pour la troisième fois, a dit représenter 79 établissements, dont 67 universités. La prochaine est prévue le 20 février à Nanterre.

### DÉMONSTRATION DE FORCE

**L**E monde de l'université et de la recherche, des enseignants aux étudiants, s'est livré mardi à une démonstration de force, drainant dans les rues plusieurs dizaines de milliers de personnes contre les réformes du gouvernement dans le supérieur, la recherche et l'éducation. Près de 100.000 personnes selon la FSU et l'Unef, ont défilé mardi partout en France. Les manifestants étaient 50.000 à Paris, 5.000 à Lyon, 6.000 à Toulouse, 2.500 à Bordeaux, 3.500 à Strasbourg, 2.000 à Aix-en-Provence. «On a une mobilisation extrêmement forte», a déclaré le secrétaire général de la FSU, Gérard Aschieri, tandis que le Snesup-FSU, premier syndicat du supérieur, a parlé d'un

«immense succès». Les manifestants étaient aussi 3.000 à Montpellier, 2.000 à battre le pavé à Grenoble, 3.000 à Rennes, 1.300 à Poitiers, 1.200 à Lille, 1.500 à Marseille, 1.000 à Tours, 1.500 à Nice ou 900 à Nantes. Des présidents d'universités étaient dans la rue, comme ceux de Toulouse-II et Paris-VIII, des IUFM et des IUT étaient représentés, ainsi que les étudiants des deux principales organisations, Unef et Fage. L'Unef a appelé à une journée «de grèves et d'actions des étudiants» jeudi. Première revendication des manifestants: le retrait de la réforme du statut des 57.000 enseignants-chercheurs. La nomination lundi, par la ministre Valérie Pécresse, d'une médiatrice qui devra

«retravailler» le projet de décret en «prolongeant la concertation» pendant deux mois, n'a pas convaincu. «C'est une ridicule provocation qui n'est pas à la hauteur des milliers de manifestants», a dit le secrétaire général du Snesup, Jean Fabbri. Mais la mobilisation n'a pas seulement pour cible le statut : la réforme de la formation des enseignants des écoles, collèges et lycées, les suppressions de postes dans le supérieur et l'avenir des organismes de recherche sont aussi au cœur des revendications. «Ecoles en danger. Enseigner, un métier qui s'apprend», tel était le mot d'ordre de manifestants parisiens qui s'en sont pris au ministre de l'Education nationale, Xavier Darcos.